

## Chute libre

La majorité du peuple américain n'a rien compris : « Pourquoi on nous a fait ça ? Comment peut-on nous détester ? ».

L'irruption de la violence et de la mort de masse dans la capitale du monde qu'est New-York est vécue comme une monstrueuse anomalie. Pourtant, c'est plutôt la fin d'une situation anormale : tout se mondialisant, il était étrange que la violence restât cantonnée au sud de l'hémisphère. Jusqu'alors, les États-Unis et l'Europe avait pris l'habitude d'exporter les conflits, et la violence de contrebande du 11 septembre surprend et tétanise des populations occidentales qui s'étaient habituées à un monde où elles étaient les seules à bénéficier de la sécurité. Les massacres, les guerres, c'étaient ceux des autres et ça se passait sur l'écran de télévision : c'était bien triste et bien exotique, mais à la marge de la seule réalité qui comptait vraiment, la nôtre. Ce n'était là que des reliquats qui devaient disparaître dans le mouvement d'uniformisation démocratique et capitaliste qui achèverait l'Histoire. Certes, on peut considérer, comme n'hésite pas à le faire Francis Fukuyama, "l'inventeur" de la théorie de la "Fin de l'Histoire", que les récents événements ne sont que des soubresauts dans la marche vers le marché capitaliste démocratique mondial unifié qui demeure l'Oméga des destinées humaines. Mais on peut aussi appeler les choses par leur nom et constater que l'Histoire continue de s'écrire dans la confrontation, la violence et le sang. De toute façon, à la base de cette théorie de la "Fin de l'Histoire", il y a un mensonge : celui que le mode de vie de l'occident peut être étendu au reste de la planète, comme si une des conditions

de survie du système n'était pas de disposer de grands espaces de misère où exercer sa prédation.

L'autre mythe qui a vécu est celui de la croissance ininterrompue (en toute cohérence, les journalistes et experts qui



tartinaient à l'envi sur le sujet devraient avaler, en signe de contrition, les kilos de papier qu'ils ont noirci). En effet, il n'y a pas que les Twin towers qui se cassent la gueule. La récession est là avec ses traditionnels licenciements par milliers, ses appels aux sacrifices et, contexte oblige, la réactivation de concepts franchement bouffons comme le "patriotisme économique" par les pincés-sans-rire qui gouvernent. Dans la lutte actuelle, nous devons tous faire front. Comment ? En consommant ! Voilà le sursaut de l'occident : le gavage coûte que coûte. Moins "drôle" est la réalité des premières victimes de la nouvelle crise qui se retrouvent sur le carreau. La Suisse est, pour le coup, à l'avant-garde avec

les milliers de licenciements causés par la faillite de Swissair. L'absurde de toute cette affaire, de la gestion lamentable au sauvetage bancal par la Confédération en passant par la "trahison" des banques, réduit en bouillie l'armure de rationalité et d'efficacité dont se parent l'économie de marché et ses prétendues lois. Apparaissent en toute lumière les seules règles immuables du capitalisme : arrangements crapuleux, esprit de caste, auto-absolution.

Georges Bush et ses alliés, tout comme un Pascal Couchepin au sujet de Swissair, cherchent à nous enrôler, l'un sous la bannière de l'occident, l'autre sous celui de la Suisse éternelle. Nous ne devons pas accepter cette responsabilité collective pour des choix et des actions qui ne sont pas du fait de la majorité des gens. De la même façon, nous ne suivrons pas ceux qui, parmi les contestataires du système, nous appellent à la mortification sous prétexte qu'en tant qu'habitants du Nord, nous serions tous responsables des malheurs du Sud. Pour autant, si nous voulons changer la société, nous devons interroger notre relation au système mondial actuel et le soutien que nous y apportons par notre adhésion plus ou moins active. Aujourd'hui, nous pouvons commencer en refusant les logiques de guerre et de fatalisme économique qui nous sont proposées. C'est le début d'un processus d'action sur l'Histoire, une Histoire déterminée par nos actions quotidiennes, nos choix collectifs. Pour que nous cessions d'être le troupeau que l'on tond, mène à l'abattoir, effraie ou chouchoute selon les besoins du moment.

# A tire d'aile

*Du fric évaporé par milliards, des dizaines de milliers d'emplois supprimés... plus que jamais apparaissent au grand jour les conséquences du Monopoly mondial qu'est le capitalisme. Ce jeu, réservé à une élite, a ceci d'extraordinaire que les joueurs ne risquent pas vraiment de perdre, puisqu'ils jouent avec les billes des autres...*

Le vrai responsable de la cacade Swissair, c'est le peuple suisse ! Voilà ce qu'expliquait Roger de Weck, journaliste et éditeur, lors d'un récent débat à la Télévision romande. Et de préciser doctement que c'est le refus du peuple suisse, en 1992, d'entrer dans l'Espace économique européen qui a propulsé les dirigeants de Swissair dans les cordes. Mais en ce qui concerne les déclarations désopilantes, la palme est à décerner à l'inénarrable Pascal Couchepin, qui a déclaré à la TSR que la chute de Swissair « est la conséquence d'une protection étatique qui a duré trop longtemps », mais n'est en aucun cas l'indice « d'une crise de l'économie de marché ». Sans charre. Quand on sait que la Confédération s'appête à verser 2 milliards en espèces sonnantes et trébuchantes, et que ce sont les pouvoirs publics qui épongeront, par le biais des assurances sociales, le coût du « nécessaire dégraissage » (les 5000 licenciements), la citation prend tout son sel.

Toujours est-il que les véritables responsables de cette catastrophe sociale ne sont et ne seront pas inquiétés. Ce ne sont certainement pas les quelques menaces de plaintes qui vont les empêcher de dormir sur leurs deux oreilles. Si d'aventure une démarche en justice aboutit, ils seront jugés par leurs pairs et bénéficieront de leur clémence.

Pour une fois, les nombreux liens étroits qui unissent les dirigeants politiques et économiques de ce pays sont clairement dévoilés. On le savait déjà : les puissants siègent dans de nombreux conseils d'administration ainsi qu'au parlement. Mais le gouffre à milliards est tout de même un peu gênant pour



les Muhlemahn, Hentsch ou encore Spoerry, impliqués à la fois dans Swissair et dans les banques (grandes bénéficiaires du crash). Leur position devient intenable face à une opinion publique passablement déniaisée, d'où le ballet de claquages de porte auquel nous avons assisté ces derniers jours.

Sans trop de scrupules, les dirigeants de l'ex-Swissair ne se privent pas d'expliquer le marasme par les attentats du 11 septembre. Explication commode, mais plutôt malhonnête. Le ver était dans le fruit depuis lurette, et il devenait urgent de se débarrasser d'une entreprise qui ne donnait pas les résultats attendus, en partie en raison de charges salariales relativement élevées (1). Comme on l'a lu dans la presse, certains ont cyniquement misé sur le fait que le personnel n'aurait pas « l'indé-

cence » de ronchonner trop fort après le 11 septembre, et que l'opinion publique gèrerait toute entière la thèse officielle.

Les employés de Swissair ont tenté de réagir en manifestant et en brandissant des menaces de grève. Mais, se contentant en définitive de réclamer le retour du manager Corti en agitant des petits drapeaux suisses, ils n'ont pas su créer un mouvement, ni gagner un réel soutien de la population. De toute évidence, ce n'est pas en brandissant des symboles patriotards que l'on gagne ce type de bataille. D'ailleurs, une manif convoquée le samedi 20 octobre à Zurich a fait un bide, en ne réunissant que 500 personnes à la place des 20 000 escomptées par les organisateurs.

Sauver Swissair, ou du moins une compagnie aérienne d'envergure nationale ? D'après un récent sondage, ce serait le vœu d'une majorité de Suisses (2). Une partie de la classe politique s'y emploie avec belle énergie. Détail cocasse : parmi ceux qui réclament à cor et à cris l'intervention financière de la Confédération se trouvent ceux-là même qui nous ont chanté le refrain du moins d'Etat durant des années (3). A leur avis, les pouvoirs publics doivent donner un signal fort afin de « rassurer » l'économie privée, actuellement frileuse, dans le but de l'inciter à investir. La Confédération vient donc d'obtempérer. Cette utilisation-là du fric public, c'est la seule qu'admet la droite. Et cela s'appelle la socialisation des pertes. Quant aux bénéfices, on les a déjà privatisés auparavant.

F. MIRAIL

1. Le salaire des pilotes serait divisé par deux dans la nouvelle Swissair.

2. Beaucoup ont également intériorisé la doctrine ultra-libérale : lors d'un micro-trottoir diffusé par le TJ romand, bien des personnes interrogées ont déclaré que la chute de Swissair était la juste conséquence des lois du marché.

3. A la notable exception de l'Union démocratique du centre (UDC) qui, fidèle à ses thèses blochéennes ultra-libérales, s'oppose à toute intervention de l'Etat

# Après les attentats, la guerre

**ANALYSE** • *Après le 11 septembre, aussi bien dans la presse écrite qu'à la télévision, nous avons été inondés par "l'information". D'abord, le public a été assommé par les images de ces avions qui se jetaient contre les Twin Towers. Ces scènes diffusées en boucle avaient cela de fascinant qu'elles semblaient sorties d'un film produit par l'industrie d'Hollywood.*

Le choix délibéré de ne pas montrer les morts, les restes humains dans les décombres, n'a pas aidé le public à sortir de son sentiment d'hallucination. Maintenant avec une guerre "humanitaire" pauvre en images, nous restons dans le même registre abstrait. En ce qui concerne la presse écrite, on a pu lire le meilleur comme le pire. Des commentaires divers, des analyses d'experts plus ou moins compétents, des témoignages poignants ou futiles. Bref, c'est un véritable brouhaha. Devons-nous ajouter notre grain de sel à cette débauche de textes et d'images ? Avons-nous quelque chose à dire qui n'ait été dit ? Peut-être pas. Par contre, il nous a semblé utile de faire le tri dans la masse d'idées et d'informations dont on nous a bombardés, pour essayer d'y voir un peu clair. Depuis le temps qu'on nous parle de la mondialisation, du village planétaire, nous avons presque oublié que le monde dans lequel nous vivons est bien plus compliqué que ce que l'on peut voir sur le petit écran ou dans les méandres d'Internet. Les événements récents ont élargi notre horizon. Ils nous ont ouvert les yeux sur des problèmes, des conflits, des enjeux géopolitiques que nous ignorions et qui s'expliquent mal avec notre grille de lecture habituelle. Mais le traitement médiatique auquel nous sommes quotidiennement soumis n'est pas là pour nous éclairer. Il sert avant tout à unifier et à homogénéiser l'opinion. Ainsi, n'étant pas dans les secrets des dieux, nous ne savons pas ce qui, dans l'information récoltée, est proche de la réalité et ce qui n'est que manipulation. Nous prenons donc le risque de nous tromper ou de négliger des aspects importants. Merci à nos lectrices et à nos lecteurs de ne pas nous tenir rigueur.

## Une civilisation fragile dominée par un empire vulnérable

Le monde occidental moderne repose sur le mythe de la sécurité. L'augmentation de l'espérance de vie, les progrès de la médecine, les étalages des grandes surfaces qui donnent l'impression d'une abondance intarissable... Tout fonctionne pour donner à la majorité le sentiment que les problèmes sont circonscrits, résiduels. Certes, quelques malchanceux peuvent attraper le SIDA ou le cancer, mourir dans un accident de voiture ou une rixe, mais la majorité, à condition qu'elle accepte le mode de vie moderne (individualisme, concurrence, stress...), a de bonnes chances de vivre et de consommer jusqu'à 75 ans ou plus, au chaud et au sec. La sécurité pour soi-même et ses enfants constitue l'une des causes prédominante de l'adhésion au système capitaliste et à ses dirigeants.

Depuis les attentats aux États-Unis, avec maintenant les attaques à l'anthrax, le sentiment de sécurité a beaucoup diminué dans la population américaine et occidentale en général. Comme l'expliquait un médecin (1), le monde développé partage désormais certaines des angoisses que vivent quo-

tidienement les populations du Tiers Monde : celle de voir sa jeunesse fauchée par des maladies ; celle de devoir aller chercher de l'aide dans des hôpitaux débordés aux pharmacies vides.

L'effondrement des tours, tout comme l'explosion qui s'est produite à Toulouse (même s'il s'agit "seulement" d'un accident (2)) mettent aussi en lumière la fragilité et les dangers des infrastructures modernes et autres sites industriels, sans parler du nucléaire. Des terroristes suffisamment nombreux, disposant de moyens financiers, de connaissances techniques et prêts à sacrifier leur vie, n'ont que le choix des objectifs : autrement dit, nous vivons au milieu de barils de poudre

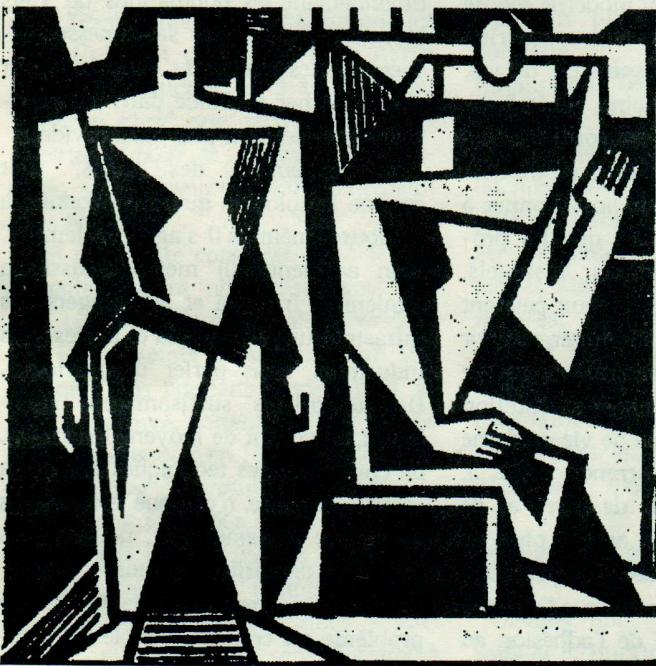
La réponse que le système donne à ce problème est connue, c'est le développement des "mesures de sécurité", soit l'augmentation du nombre de flics et autres vigiles, la surveillance policière des groupes d'opposants, d'Internet, les contrôles policiers à tous les coins de rue pour délit de faciès, etc. Ces mesures ratissent nécessairement très large. Elles permettent l'arrestation des sans-papiers (en un mois de restaura-

1. Dans Le Monde du 6 octobre, Le Dr. Denis Labayle demandait notamment « une minute de silence pour les infectés qui meurent par manque d'antibiotiques, pour les victimes du sida parce qu'ils sont nés dans un pays où il ne fallait pas naître [...] pour les opérés décédés par manque d'asepsie [...] pour les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants disparus, hier, lors d'un accès de palustre, parce que leur maladie est due à un parasite trop rare sous les climats tempérés pour mobiliser les centres de recherche... ». Et il émettait le vœu « que la peur d'être à notre tour décimé » nous amène « à prendre conscience qu'il serait temps de remplacer nos actions dites humanitaires par une défense globale de la santé publique au niveau planétaire ».

2. A propos de Toulouse, une information donnée par un syndicaliste et guère reprise par les médias, faisait état d'une diminution drastique du personnel de l'usine ces dernières années. Comme dans d'autres usines du même type, compression du personnel et recours à la sous-traitance sont la règle et cela au détriment de la sécurité.

# Après les attentats, la guerre

tion du plan Vigipirate en France, le nombre des étrangers internés dans les centres de rétention a augmenté de 30 %), elles peuvent toucher les militants "anti-mondialisation" et vont justifier les entraves au droit de manifester... tout cela sous le prétexte fallacieux de rassurer les gens. Surfant sur la vague du 11 septembre, les discours les plus sécuritaires se font jour. En France, des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises qui augmentent les pouvoirs des forces de police notamment en terme de fouille et vont jusqu'à conférer ces pouvoirs à des forces de police privées. Ministre de l'intérieur, flics et certains journalistes se livrent à des rapprochements entre terrorisme et insécurité dans les banlieues et stigmatisent insidieusement étrangers et français d'origine étrangère.



De telles mesures sont largement illusoire face au risque d'attentats meurtriers. Un exemple : on sait que plusieurs des membres des commandos suicides étaient de nationalité saoudienne, or il y a environ 25 000 étudiants saoudiens dans les universités américaines. Un expert expliquait récemment qu'il ne serait pas possible de surveiller tous ces gens sans provoquer des tensions diplomatiques qui amèneraient les Saoudiens à demander le départ des soldats américains stationnés sur leur territoire... Une hypothèse que le gouvernement américain refuse.

Par ailleurs, au lendemain des attentats, beaucoup se sont demandé si des gens préalablement informés n'avaient pas joué à la bourse. Curieusement on ne parle plus de cette piste. Le secret bancaire se porte bien, merci.

Il est évident qu'il est impossible de placer un flic derrière tous ceux qui risquent de péter les plombs, la tuerie de Zoug en constitue une démonstration. La recette sécuritaire est ingérable, sauf à mettre en place un état fort où tout le monde surveille tout le monde. Un tel régime a un nom, c'est

le fascisme. Or si nous l'avons bien compris, c'est contre ce type de régime et au nom de la liberté que la coalition anti-Ben Laden prétend combattre.

Quant à la 1<sup>re</sup> puissance mondiale, depuis les attentats, elle a beaucoup perdu de sa superbe. Les milliards de dollars dépensés pour le "bouclier anti-missile" et la "guerre des étoiles" ont montré leur inutilité face à des cutters et à des canifs... Aux yeux du monde, ce qui est déterminant, c'est d'avoir vu le colosse, réputé invulnérable, atteint dans son cœur même. Comme l'écrivait Jacques Poget dans l'éditorial de *24 Heures* du 12 septembre « on se réjouit tout bas en bien des points du globe de voir le boomerang frapper l'arrogante superpuissance » (3).

Désormais, c'est toute une nation qui est angoissée et dépressive. Et puis quelle image donne-t-elle au monde en écrasant sous ses bombes un pays misérable déjà détruit à 90 % par 30 ans de guerres ?

## Les Américains confrontés à leurs propres créatures

Les objectifs de la guerre en Afghanistan sont pour le moins peu clairs. Officiellement, il s'agit de lutter contre le terrorisme. Sont désignés : Oussama Ben Laden et son organisation Al-Qaida. Il s'agit aussi de renverser le régime des talibans, accusé de les protéger. L'Empire court après ses propres créatures. Faut-il rappeler que Ben Laden a longtemps été entraîné et soutenu par la CIA qui l'a recruté à Istanbul lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, en 1979. Ben Laden sera chargé par les États-Unis et l'Arabie saoudite d'armer les différentes factions de la résistance afghane. A partir de ce poste clé, il développera son réseau de sociétés et d'organisations qui alimente la révolution islamiste sunnite en Algérie, Egypte, Syrie, Asie, etc.

Quant aux talibans, ils sont le produit d'écoles coraniques situées au Pakistan et créées par les Saoudiens. Selon le réalisateur et écrivain anglo-pakistanaï Tariq Ali, au Pakistan,

3. Cet édito du 24 heures, au lendemain des attentats aux États-Unis, mérite d'être largement cité, car il traduisait assez bien le premier sentiment le plus répandu en Suisse à ce moment-là. Jacques Poget écrivait aussi que « l'Amérique est rejointe par sa guerre, celle que, directement ou indirectement, elle mène depuis cinquante ans dans le monde entier. [...] Se superposent alors aux images de New York et du Pentagone celle des camps palestiniens, de Sabra et Chatila, des bébés irakiens affamés, des bombardés de Serbie, pour ne citer que quelques-unes des populations civiles aussi innocentes, aussi impuissantes que les employés du World Trade Center ». Ces propos sont à comparer avec ceux d'un Jean-Marc Béguin qui, un mois plus tard, dans un édito du Temps (12-14 oct. 2001) affirme que la guerre contre l'Afghanistan est « fondamentalement nécessaire et légitime » et qui fustige « l'esprit munichoïse » de « la petite armée pacifiste et la gauche viscéralement anti-américaine, plus prompte à dénoncer les bombardements et les États-Unis qu'à exprimer son rejet du terrorisme et à défendre les valeurs morales et universelles fondatrices de notre société ».

# Après les attentats, la guerre

l'islamisme a tiré « sa force du soutien de l'Etat plus que d'un appui populaire. La montée du fondamentalisme religieux est le legs d'un précédent dictateur militaire, le général Zia Ul-Haq, qui a reçu un solide soutien de Washington et de Londres au cours des onze années qu'il a passées au pouvoir » (1977-1989) (4).

Dans plusieurs pays, les différents gouvernements américains ont joué la carte de l'islamisme qui leur est apparu comme un antidote aux mouvements marxistes ou nationalistes... En Afghanistan, pendant l'occupation soviétique, des commandos anglais et américains ont formés les résistants afghans à la guérilla moderne. Les Américains ont cru pouvoir instrumentaliser, grâce à leur aide financière, les militants les plus radicaux du *djihad* (guerre sainte). Ils n'imaginaient pas alors que les *fatwas* qui affirmaient que la lutte contre les soviétiques était le devoir sacré de tout musulman se dirigeraient un jour contre eux-mêmes, les "impies" d'Outre-Atlantique. La séparation se fera au moment de la Guerre du Golfe. Cette guerre dont on commence à mesurer la capital d'humiliation et de haine qu'elle a engendré. Pourtant, même par la suite, les services secrets américains maintiendront des contacts avec les militants islamistes. Quant aux talibans, dans un tout premier temps après la prise de Kaboul, ils favoriseront le projet de gazoduc d'une compagnie pétrolière américaine qui devait relier le Turkménistan et le Pakistan (5). Ce projet toujours en suspens est sans aucun doute l'un des objectifs de la "pax americana" qui devrait sortir de la présente guerre. N'oublions pas que l'Afghanistan est à mi chemin entre la région du Golfe qui possède les trois quarts des réserves mondiales de pétrole et les réserves de gaz de Sibérie et d'Asie centrale. Les Américains et leurs alliés poursuivent un objectif de stabilisation de la région, afin de sauvegarder leurs intérêts économiques et géostratégiques. Pour cela, ils sont prêts à beaucoup pardonner. A l'heure actuelle, ils jouent à fond la carte du

Pakistan qui, si ce n'était l'existence de graves conflits internes à ce pays, pourrait être le principal bénéficiaire des événements du 11 septembre. Le général Moucharraf a déjà obtenu la levée des sanctions économiques qui ont suivi les essais nucléaires pakistanais de 1998. Il obtiendra aussi la levée de celles qui ont suivi son coup d'Etat

militaire... La dette au service de laquelle ce pays consacre 45 % de son budget va être rééchelonnée. Les aides affluent du FMI, de l'Union européenne, etc. On le voit les sanctions comme les gratifications suivent une géométrie variable dans laquelle la morale démocratique ne pèse pas lourd.

## Non à la guerre !

Difficile de faire un pronostic sur cette guerre et l'avenir de l'Afghanistan. Certes le régime des talibans est épouvantable, mais au yeux d'une partie de la population, il a amené une paix relative dans le pays pendant quelques années. On oublie trop souvent que les fameux moudjahidins du défunt commandant Massoud, qu'on nous présente comme des libérateurs, ont participé aux combats entre factions rivales qui ont fait 25 000 morts à Kaboul entre 1992 et 1996. Quant au général Dostom, ancien allié des soviétiques et nouvel ami des américains, ses troupes sont surtout réputées pour les exactions (viols...) qu'elles ont commises contre la population.

Lorsque l'on voit que les femmes portent aussi cette infâme *bourka* qui les couvre totalement dans la région contrôlée par les moudjahidins de l'Alliance du Nord, on peut se demander si leur victoire entraînera une amélioration réelle de la condition féminine.

On ne peut que rejeter la guerre, car comme toujours c'est la population civile qui est la principale victime des bombardements. De plus, une émancipation imposée par l'étranger ne peut

que renforcer l'obscurantisme. L'occupation et la guerre menée par les Russes en ont déjà apporté la preuve en Afghanistan.

La guerre actuelle, si elle se prolonge, risque également de déstabiliser les pays musulmans de la région, en tout premier lieu le Pakistan, et renforcer les sentiments de frustration qui font le lit de l'islamisme radical. Ce peut être là deux des buts des commanditaires de l'attentat.

Celui-ci est une déclaration de guerre aux États-Unis, mais c'est tout autant un acte dans la lutte entre pays musulmans et entre tendance islamistes. Le mouvement islamique n'est pas monolithique, c'est une galaxie au sein de laquelle s'affrontent des intérêts divergents. L'exemple de l'opposition entre l'Arabie Saoudite, wahhabite sunnite, et l'Iran, perse et chiite, est révélateur. Les élites arabes, conservatrices, ont été inquiétées par une révolution iranienne qui était largement soutenue par les masses populaires. Dans cette lutte, chacun cherche à étendre son influence, l'Arabie Saoudite utilisant sa puissance financière pour répandre le wahhabisme, notamment au Pakistan. Aujourd'hui, « l'Iran a vu d'un bon œil

4. Tariq Ali explique que les écoles coraniques (madrasas), qui ont pris leur essor lorsque le général Zia Ul-Haq était au pouvoir, ont « un unique objectif : fabriquer des fanatiques déracinés » et que « Deux mille cinq cents madrasas donnèrent une moisson de deux cent vingt-cinq mille fanatiques prêts à tuer et à mourir pour leur foi ». Il dit aussi que les talibans purent s'emparer de Kaboul parce qu'ils étaient armés et commandés par des militaires pakistanais. Voir Le Monde du 20 sept. 2001.

5. Pour en savoir plus sur liens entre les islamistes radicaux (notamment le *djihad* afghan) et les États-Unis voir l'article de Gilles Kepel dans Le Monde du 20 sept. 2001. Cet auteur affirme par ailleurs que les attentats spectaculaires ne cherchent pas seulement à semer l'effroi chez l'adversaire. Ils ont aussi un usage "interne", celui de « suppléer l'absence de tout travail d'implantation sociale parmi les populations dont on se réclame, en recherchant par l'adhésion émotive la mobilisation spontanée des foules ».

# Après les attentats, la guerre

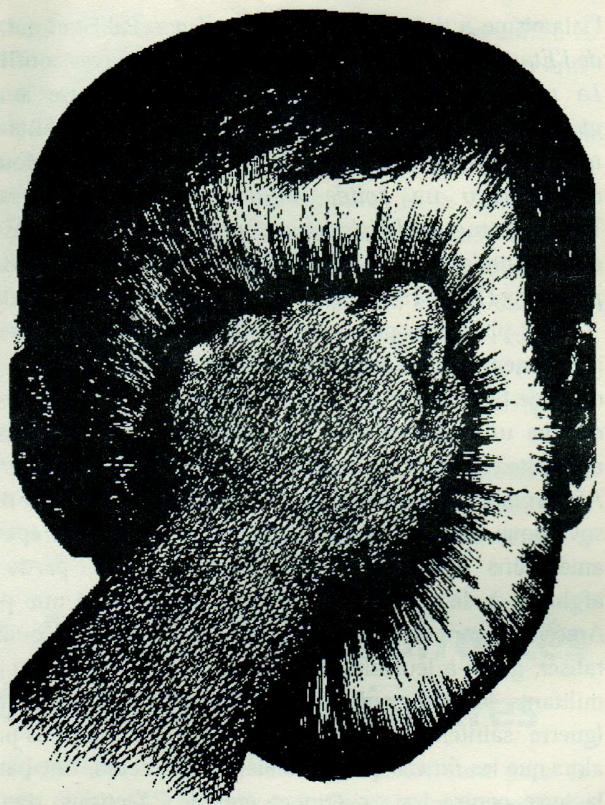
les attentats casser l'axe Afghanistan-Pakistan-Arabie Saoudite qui commençait à prendre l'allure d'une alliance entre extrémismes wahhabites » (6).

Il y a un an, Gilles Kepel écrivait au sujet de Ben Laden : « L'absence de relais internationaux de poids, le découplage par rapport à tout mouvement social, ont facilité le glissement de Ben Laden et de ses acolytes dans un activisme dont on ne parvient pas à discerner quels intérêt il sert ou menace réellement » (7). Qu'en est-il aujourd'hui ? Quelle place occupe Ben Laden dans l'espace musulman ? Celui que les États-Unis ont déclaré chef du terrorisme international est-il toujours cet "électron libre" que décrit Kepel ? Ces questions, pour le moins fondamentales, restent pour l'instant largement sans réponse.

On peut juste constater, avec le peu d'éléments dont nous disposons, que Ben Laden a peu d'amis déclarés chez les chefs d'états musulmans qui ont presque tous condamné, avec plus ou moins de force, l'attentat. L'OLP qui ne s'était pas associé en 1991 à la condamnation par l'Organisation de la Conférence Islamique de l'invasion du Koweït par l'Irak a vu son chef historique, Yasser Arafat, donner son sang pour les victimes américaines. L'asile afghan est le seul qui semble rester à Ben Laden après que le Soudan l'ait expulsé en 1995, cédant aux pressions internationales.

Par contre, après l'action du 11 septembre, Ben Laden semble toujours en mesure de mobiliser « sur son nom une partie de la jeunesse pauvre urbaine radicalisée » (8) à laquelle il s'adresse directement en court-circuitant les états musulmans. Cette jeunesse pauvre constitue une masse utilisable pour tous les leaders musulmans. L'appel au Jihad pour libérer les "terres d'Islam" dont Ben Laden s'est fait le porte parole conserve son efficacité pour mobiliser les déshérités. Saddam Hussein, qui avait fait pendre des milliers d'islamistes et dont le parti Baath est laïque, y a eu recours lors de la Guerre du Golfe afin de s'assurer du soutien des

autres musulmans. Khomeiny, en Iran, a su capter le désir de changement des pauvres en habillant son discours religieux réactionnaire de promesses de transformation sociale. Pour la jeunesse qui l'a suivi et a permis le succès de la révolution iranienne, cela s'est terminé par la mort au cours de la guerre contre l'Irak et la mise en place d'une nouvelle élite. Aujourd'hui, Ben Laden convoque habilement sous sa bannière toutes les misères et les injustices dont sont victimes les populations musulmanes. Mais l'islamisme ne s'est jamais avéré porteur d'une véritable révolution sociale et la référence à une communauté d'intérêt de tous les musulmans masque mal les intérêts contraires des classes sociales. En



Arabie Saoudite, les travailleurs indonésiens sont musulmans. Cela n'empêche en rien qu'ils soient les esclaves de leurs maîtres saoudiens.

## Vers un choc des civilisations ?

Devons nous croire à la thèse de Samuel P. Huntington, qui affirme que les conflits de l'avenir ne seront plus ni de classe, ni idéologiques, ni même nationaux, mais de civilisation ; et qu'ils opposeront principalement le monde musulman et l'Occident ? Pour l'heure, tout l'infirme et l'énorme majorité des états musulmans se place à la remorque des États-Unis.

Toutefois, cette thèse est probablement partagée par ceux qui ont commandité les attentats aux États-Unis. En tout cas, s'ils voulaient polariser l'opinion mondiale, ils ont réussi.

C'est types-là sont, à leur manière, des révolutionnaires, mais la révolution qu'ils préconisent est parfaitement réactionnaire, fasciste, opposée à la liberté des gens. Leur popularité dans le monde musulman s'explique par l'humiliation que ressentent les populations

maintenues dans la misère et l'ignorance et par le désespoir d'une jeunesse sans avenir.

D'autres petits futés n'ont rien trouvé de mieux que de mettre les terroristes dans le même sac que les militants de gauche opposés à la "mondialisation". C'est ce que fait Claude Smadja (ex-directeur du Forum de Davos) qui prétend que « ces attentats font partie du mouvement de "black clash" contre le processus de globalisation » (9).

Cette thèse n'est guère plus convaincante que la précédente. Les leaders du djihad ne sont pas opposés au capitalisme ou à la domination étatique. Ben Laden est non seulement

6. Libération, 22.10.2001

7. Jihad : expansion et déclin de l'islamisme, Gallimard, 2000.

8. Gilles Kepel, op. cit.

9. Coopération du 17.10.01

# L'occasion fait le larron

*La lutte contre le "terrorisme" fait des adeptes parmi les dirigeants de ce monde qui, chaque jour plus nombreux, sautent sur l'occasion pour régler leurs problèmes.*

Il y a Israël, qui profite du contexte international pour liquider un par un des dirigeants palestiniens et pour essayer de reconquérir des territoires sous contrôle de l'autorité palestinienne, en menant une opération militaire d'une ampleur sans précédent depuis 1994.

Il y a aussi le gouvernement chinois qui, à la veille de l'entrée du pays dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), réprime sans coup férir les autonomistes musulmans ouïgours, accusés d'être manipulés par les islamistes de Ben Laden.

Il y a même le gouvernement colombien qui n'hésite pas à assimiler les deux mouvements de guérilla du pays au terrorisme islamiste...

Mais au côté du peuple afghan, celles et ceux qui risquent encore de payer le

plus lourd tribut à cette guerre internationale des pouvoirs établis contre le "terrorisme" sont sans doute les Tchétchènes. Si le gouvernement Poutine s'est empressé d'apporter son soutien aux Etats-Unis, au point que des observateurs proposent de dater du 11 septembre 2001 la vraie fin de la guerre froide, ce n'est pas par hasard\*. Il veut avoir les mains libres pour poursuivre sa guerre criminelle contre la population de ce malheureux pays. Peut-être est-il utile de rappeler que la guerre menée par l'URSS en Afghanistan de 1979 à 1989 a servi de modèle à celle que livre actuellement l'armée russe en Tchétchénie ; *«les mêmes méthodes ont été utilisées : harcèlement des civils, emploi d'armes de destruction massive, massacres, pillages, sur fond de déliquescence de l'armée qui, à Grozny*

*aujourd'hui, comme à Kaboul hier, vend ses propres armes aux rebelles !»* (Le Monde, 23-24 sept. 2001).

Alors qu'il y a déjà eu des dizaines de milliers de morts en Tchétchénie, les Etats-Unis et le monde occidental risquent de fermer encore un peu plus les yeux sur ce qui se passe là-bas. En ce qui nous concerne, nous poursuivons notre soutien au Centre d'étude et de recherche Praxis, l'un des quelques groupes pacifiste qui mène à Moscou une action à la fois propagandiste et concrète contre la guerre en Tchétchénie.

M. ARGERY

\* Le gouvernement russe s'est empressé de comparer les attentats de New York et Washington aux explosions d'immeubles qui ont fait 300 morts, à Moscou, en septembre 1999. Rappelons que ces attentats, que beaucoup attribuent aux services spéciaux plutôt qu'à des combattants tchétchènes, ont servi de prétexte à la seconde intervention russe en Tchétchénie et favorisé l'accession de Poutine au pouvoir.

## Après les attentats, la guerre

un milliardaire, c'est aussi, comme beaucoup d'intellectuels appartenant à l'islam combattant, un outsider, quelqu'un qui n'a pas trouvé la place qu'il pensait mériter au sein de l'élite de son pays.

Si nous condamnons la guerre contre le peuple afghan, nous rejetons tout autant les attentats aveugles contre des civils où qu'ils aient lieu. Personne ne peut se réjouir de la mort des travailleurs et travailleuses de toutes conditions (parmi lesquelles il y aurait près d'un millier de sans-papiers) sous les tours du World Trade Center.

Les kamikazes qui ont provoqué ce massacre sont le produit d'un endoctrinement sectaire qui n'est pas propre à l'islam. Tout comme n'est pas spécifique à cette religion, la croyance apocalyptique suivant laquelle les catastrophes et les souffrances massives annonceraient l'arrivée du nouveau messie ou du paradis sur terre. En ce

qui nous concerne, nous refusons une semblable eschatologie. Et nous pensons que les gens d'origines différentes peuvent dépasser leurs croyances et vivre en paix. Pour cela, il faudrait arrêter de vénérer le Dieu dollar, autant que les autres divinités. Tant que certaines idées modernes relatives au statut de la femme, à la liberté individuelle, aux connaissances rationnelles, à l'art... iront de pair avec la guerre, le pillage des matières premières, la corruption des dirigeants et la marginalisation de pans entiers de la population, beaucoup de gens dans des pays musulmans, ou ailleurs, resteront repliés sur leurs certitudes ancestrales et le combat entre les maîtres du monde et ceux qui veulent prendre leur place pourra continuer par peuples interposés.

Notre tâche aujourd'hui, c'est comprendre pourquoi l'islamisme ou le patriotisme (américain par exemple) peuvent convaincre la majorité de la

population des pays en cause. Pour essayer de faire reculer ces phénomènes, nous avons la responsabilité de revisiter et renouveler les idées universelles de progrès, de liberté, d'égalité, de luttes des classes, d'autogestion... et d'échanger des idées, chaque fois que c'est possible, avec les exploités appartenant à d'autres cultures. L'internationalisme doit cesser d'être un vain mot.

M. ARGERY

**AUJOURD'HUI** est un journal de **DIRECT!** Section suisse de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. **Abonnements** : Tél. & fax (int+4122) 734 29 22 ou email [direct\\_ait@tao.ca](mailto:direct_ait@tao.ca) **Editeur responsable** Claude Cantini **Tirage** 1600 exemplaires **Secrétariat et correspondance** **DIRECT!** Case postale 2254 CH-1211 Genève 2 **Téléphone & fax** int+4122 734 29 22 **Email** [direct\\_ait@tao.ca](mailto:direct_ait@tao.ca) **CCP DIRECT!** 17-574 134-6 **Local** 24, rue de Montbrillant, Genève **Internet** [www.tao.ca/~direct\\_ait](http://www.tao.ca/~direct_ait)

# Sans-papiers : la lutte continue

Le mouvement des sans-papiers se poursuit dans la plupart des grandes villes de Suisse, bien qu'il soit aujourd'hui confronté à la répression.

A Fribourg, le conseiller d'Etat socialiste Claude Grandjean\* a pris la décision d'expulser de Suisse, au 31 octobre, 122 des 149 membres du collectif des sans-papiers. Tous les jours, de nouvelles personnes reçoivent des lettres de renvoi. Des arrestations se sont déjà produites. **Une action de solidarité est prévue dès samedi 27 octobre à 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville à Fribourg.**

A Lausanne, deux responsables de l'Association des Equatoriens ont été arrêtés durant une journée, puis inculpés (au nom de la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers) pour avoir apporté de l'aide à leurs compatriotes sans-papiers. Un manifeste d'autodénonciation circule en ce moment. Les signataires, qui sont déjà plusieurs centaines, se dénoncent au procureur général du Canton de Vaud, parce qu'ils/elles soutiennent aussi des sans-papiers !

Cette répression est la preuve que ce mouvement dérange. Les sans-papiers arrangent bien tout le monde quand ils/elles travaillent, rasant les murs et se taisent. Mais quand ils/elles sortent au grand jour et réclament des droits, on les frappe. Dans les faits, "nos" autorités cautionnent l'esclavage auquel ces personnes sont soumises.

Au moment où les Chambres fédérales vont discuter et peut-être adopter une loi raciste, encore plus restrictive que les règlements actuels, qui "fabriquera" encore plus de sans-papiers, il est très important que beaucoup de gens se mobilisent pour soutenir ce mouvement, en participant à la

## manifestation nationale du 24 novembre à Berne

(Rassemblement à 14 heures à la Schützenmatte)

Pour une régularisation collective des sans-papiers. Pour l'arrêt immédiat de tous les renvois, contrôles et arrestations visant les sans-papiers. Contre la loi actuelle et le nouveau projet de loi sur les étrangers.

\* Pour exprimer votre désapprobation, envoyez un courrier électronique à M. Grandjean : grandjeanc@fr.ch

## Communauté scientifique, terrorisme et démocratie

Il y a quelque temps, dans l'institution où j'étudie en tant que doctorant, des courriers électroniques ont circulé à propos des malheureuses conclusions de Kyoto sur le réchauffement de la terre. Le problème a réveillé une grande curiosité et certains, dont celui qui écrit ces lignes, décidèrent de répondre à ces préoccupations par d'autres opinions.

Après une semaine, le directeur du Département et d'autres instances administratives firent savoir à tous que le système de communication interne était exclusivement réservé aux communications scientifiques en rapport avec le travail du Département de neurosciences. Nous avons compris que notre débat était mal vu par l'institution.

Il y a quelques jours, nous avons reçu un courrier de l'administration nous invitant à participer à trois minutes de silence pour les morts des attentats terroristes du 11 septembre aux Etats-Unis. Beaucoup d'étudiants se sont alors demandés si un tel courrier n'était pas ouvertement politique et pas du tout neutre.

A ma connaissance, aucun message de ce genre n'ont été envoyés concernant les 300 000 personnes assassinées en Irak durant l'opération "Tempête du désert" et le demi million d'enfants morts, selon les estimations, à cause de l'embargo sur les médicaments. Pas non plus pour les 150 000 personnes égorées en Algérie, ni pour les 700 000 Tutsis assassinés par des Hutus au Rwanda, pour ne donner que des exemples de grande ampleur.

L'opinion générale considère que les institutions scientifiques se tiennent en marge des événements politiques. Cette idée découle de la soi-disant objectivité dans laquelle est censée se dérouler l'activité scientifique. L'exemple donné ci-dessus montre tel n'est pas le cas. En paraphrasant Georges Orwell, nous pouvons dire que si nous sommes tous égaux, mais que certains sont plus égaux que d'autres, certains morts le sont aussi plus que d'autres. Si tel est le critère éthique qui mobilise les centres de recherche médicale dans un pays d'Europe, il est facile de comprendre le

silence qui règne sur le campus quand l'Afrique du Sud tente quelque chose pour enrayer l'épidémie de SIDA (1). Il est clair que le compromis croissant entre les institutions de recherche et les compagnies pharmaceutiques a affecté l'autonomie et la critique des professeurs et des scientifiques qui sont chaque jour plus dépendants des intérêts privés.

Plus encore, beaucoup de mes collègues supposent que, désormais, il serait "inopportun" de clarifier ces questions à l'intérieur du Département. Qu'il y a des choses qui se disent à voix basse à l'heure du café et d'autres qui sont admises au sein des institutions scientifiques des pays démocratiques.

CHARLES A.

1. Il y a quelques mois, le gouvernement sud-africain a essayé de produire des médicaments à bas prix pour le traitement du SIDA, en utilisant les possibilités de son industrie nationale. La réponse immédiate des compagnies pharmaceutiques et des gouvernements européens et nord-américain fut le rejet total et même des menaces de sanction...